Présidentielle 2027 : Solution Démocratique dévoile son programme pour rendre aux Français le pouvoir de décider

Économie, budget, retraites, politique étrangère… À l'approche de l'élection présidentielle de 2027, Solution Démocratique présente un programme qui aborde les grands enjeux du pays avec une conviction : les décisions qui engagent l'avenir des Français doivent être prises avec leur consentement. Porté par Clara Egger, le parti propose de revoir les règles du jeu démocratique pour redonner aux citoyens une place centrale dans les décisions politiques.



« *À chaque élection présidentielle, les candidats présentent leurs propositions et sollicitent la confiance des électeurs pour les mettre en œuvre. Solution Démocratique défend une autre approche : les citoyens ne devraient pas être contraints de déléguer l'ensemble des grandes décisions politiques à leurs représentants pour cinq ans.* », déclare **Clara Egger, candidate Solution Démocratique à l'élection présidentielle 2027**.

Solution Démocratique présente ainsi un programme qui repose sur une réforme des institutions, mais dont les conséquences concernent l'ensemble des politiques publiques, de l'économie aux retraites, en passant par les finances publiques et les relations internationales.

Quatre principes pour changer les règles du jeu politique

Le programme de Solution Démocratique repose sur quatre principes :

1. **Aucune décision sans le consentement des citoyens.** Les représentants ne peuvent rien décider d'important sans le consentement, implicite ou explicite, des citoyens. Ce principe s'incarne dans le référendum obligatoire, complété le cas échéant par un référendum veto.

2. Les citoyens peuvent décider directement sans le consentement de leurs représentants. Ils peuvent prendre eux-mêmes toutes les décisions qu'ils souhaitent, sans passer par leurs représentants.

3. **Les représentants n'abusent pas de leur position.** Les représentants doivent se borner à faire, et donc à promettre, ce que la Constitution inscrit dans leur fiche de poste
4. **Rééquilibrer les pouvoirs institutionnels.** La Constitution fait du Président un arbitre et rend le gouvernement responsable devant le Parlement (article 20). Solution Démocratique suit cet esprit : les citoyens sont au-dessus du Parlement, le Parlement au-dessus de l'exécutif, et les représentants des territoires bien plus influents dans la répartition des pouvoirs locaux.

Un engagement prioritaire : donner aux Français le choix de décider eux-mêmes

Au cœur du programme figure un engagement : inscrire dans la Constitution le droit des citoyens de consentir aux décisions importantes et de prendre directement l'initiative de décisions politiques.
Pour y parvenir, Solution Démocratique propose de réviser l'article 89 de la Constitution par la voie d'un référendum organisé sur le fondement de l'article 11.
Cette réforme constituerait la première étape du projet présidentiel. Elle viserait notamment à ouvrir la voie à l'instauration de référendums d'initiative citoyenne (RIC).
Le parti insiste sur un point : ces nouveaux droits ne seraient pas imposés aux Français. Ils seraient soumis à leur approbation par référendum. Les citoyens décideraient ainsi eux-mêmes s'ils souhaitent se doter de ce nouveau pouvoir.

Économie, retraites, budget, politique étrangère : une autre manière de gouverner

Loin de se limiter aux institutions, le programme de Solution Démocratique aborde également les grandes questions qui structurent le débat présidentiel.
Sur l'économie, les finances publiques, les retraites ou encore la politique étrangère, le parti expose les conséquences concrètes de son projet démocratique et la manière dont les décisions seraient élaborées, débattues et prises. Extraits :

Économie et budget

- Aucun déficit ne pourra être inscrit dans la loi de finances sans le consentement explicite des électeurs.
- Chaque année, la loi de finances adoptée par le Parlement sera aussi soumise à référendum.

Retraites

- Le système de retraite français doit être revu pour devenir durable, et les conflits récents montrent qu'aucune réforme ne tiendra sans l'adhésion des citoyens.
- Le président fera réaliser une enquête sur les catégories qui bénéficient de régimes spéciaux de retraite, en particulier les hauts fonctionnaires et les responsables politiques.

Écologie

- Le président mobilisera ses équipes et ses partenaires internationaux pour dresser un bilan des politiques de protection de l'environnement : en déterminer l'efficacité, identifier qui en supporte les coûts et analyser leur compatibilité avec la croissance économique.
- Les principales politiques environnementales du gouvernement et du parlement, comme les traités dans ce domaine, seront systématiquement soumises à référendum

Éducation

- Plusieurs aspects de l'éducation étant décentralisés, elle sera l'un des thèmes prioritaires de la consultation des élus locaux, afin que les responsabilités en matière de qualité de l'enseignement soient réparties entre les territoires de la manière la plus efficace et la plus juste.
- Pour l'enseignement supérieur, les modèles les plus performants et les plus inclusifs au monde seront étudiés, et une commission de spécialistes français et étrangers sera créée pour formuler des propositions.

Union européenne

- Le président considère que les citoyens français ont pleinement le droit de revenir sur des engagements pris sans eux. Il fera tout son possible pour négocier avec nos partenaires des clauses de retrait applicables aux engagements que les Français rejetteraient par la voie directe.

Nous contacter 06 29 55 00 56
presse@solutiondemocratique.fr

- De même, si les Français décident que la France doit quitter l'Union européenne, ce qui est leur droit, le président respectera leur volonté et négociera la sortie dans leur intérêt.

« *Que ferait Clara Egger pendant cinq ans si elle était élue présidente de la République ? Ce programme apporte une réponse concrète. Il présente ses orientations sur les grands sujets qui préoccupent les Français, sans remettre en cause l'essentiel de sa candidature : exercer une présidence d'arbitrage et donner aux citoyens, grâce à la démocratie directe, le pouvoir de décider eux-mêmes des grandes orientations du pays* », déclare Raul Magni-Berton, directeur de campagne Solution Démocratique.
Avec ce programme, Solution Démocratique entend faire de la question du partage du pouvoir un sujet central de la campagne présidentielle de 2027.

Le programme complet est accessible sur :
https://solutiondemocratique.fr/programme-presidentielle/

Nous contacter 06 29 55 00 56
presse@solutiondemocratique.fr